

DÉFICIT/CROISSANCE

L'heure du choix

Un cap, mais toujours pas de résultats : le duo Hollande-Valls doit-il couper plus dans les dépenses ou laisser déraiper les déficits, le temps de retrouver la croissance ? Réponses croisées.

Croissance zéro, déficits qui dérapent, chômage en hausse inexorable, record absolu de défiance dans les sondages... Ce jeudi 18 septembre, lors de sa conférence de presse, François Hollande aura fort à faire pour convaincre l'opinion qu'il tient le bon cap. Presque deux ans et demi après son arrivée à l'Élysée, sa politique économique n'a donné aucun résultat. Le Premier ministre Manuel Valls a d'ailleurs admis que l'ambiance était « délétère » : « *Je suis là pour tenir parce que le pays a besoin que l'exécutif tienne, assume ses responsabilités, assume l'autorité.* » Tenir pour quoi faire ? Le duo Hollande-Valls est coincé. Certes, il joue la cohérence

en maintenant sa politique de l'offre, favorable aux entreprises. Mais il sait que les 40 milliards d'allègements consentis aux patrons mettront plusieurs années avant de produire leurs effets. D'ici là, que faire ? *Challenges* a posé la question à deux économistes reconnus : Jean-Marc Daniel, professeur à l'ESCP Europe, et Xavier Ragot, à la tête de l'OFCE et ancien conseiller d'Arnaud Montebourg. Leur diagnostic diverge : le premier préconise des coupes drastiques dans les dépenses publiques alors que le second veut laisser filer la dette, le temps de retrouver la croissance. Toutefois, ils sont d'accord sur un point. L'exécutif a désormais un handicap presque rédhibitoire, auprès de Bruxelles, de Berlin et de son opinion publique : une perte de crédibilité. **T. F.**

Xavier Ragot et Jean-Marc Daniel ont comme point commun d'être des polytechniciens-économistes de renom. Le premier, chercheur au CNRS, appartient à la mouvance keynésienne et a été conseiller ministériel à Bercy. Il préside depuis quelques semaines l'OFCE, un institut de recherche et de conjoncture, qui vient de sortir un ouvrage collectif sur *L'Économie française 2015* (éditions La Découverte). Jean-Marc Daniel, professeur associé à l'ESCP Europe, est un libéral affiché. Chroniqueur sur BFM Business et RMC, il publie *L'État de connivence. En finir avec les rentes* (éditions Odile Jacob).

Challenges. Le déficit public dérape bien au-delà de la norme des 3% du PIB. Est-ce grave ?

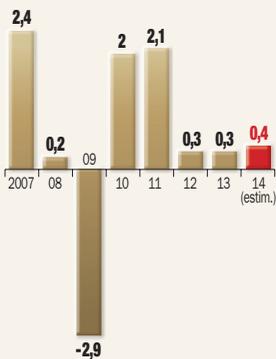
Xavier Ragot. Oui, c'est grave. On n'arrive pas à réduire le déficit total, qui sera supérieur cette année à celui de 2013. C'est lié à une erreur de diagnostic en 2012. La hausse d'impôts de plus de 30 milliards a tétanisé l'économie, et les recettes fiscales ont finalement diminué. C'est une situation inédite : des taxes relativement stables et prévisibles, comme la TVA, ne sont plus maîtrisées. En essayant de réduire rapidement le déficit public – jamais, depuis l'après-guerre, on ne l'avait fait aussi vite –, on a abîmé le tissu productif français. Il aurait fallu prendre beaucoup plus de temps.

Jean-Marc Daniel. Je suis d'accord, on a tué la croissance en augmentant les impôts. L'avantage de la fiscalité, c'est que c'est rapide. En trois jours, on vote un texte. Et après, on attend que la reprise compense la hausse des prélèvements. La crise de 1993 avait été suivie, cinq ans plus tard, d'une très forte reprise en 1998. François Hollande pensait que l'histoire allait se répéter...

Notez qu'en matière de déficit la norme des 3% du PIB est en train de s'effacer au profit de celle du déficit structurel, qui isole l'effet de la conjoncture. Or, de ce point de vue, la France a effectivement obtenu des résultats, puisque le déficit structurel, estimé entre 4 et 4,5% à l'arrivée de François Hollande, est revenu dans une fourchette d'1,5 ou 2%. Il faut continuer à le réduire, non en augmentant les impôts, mais

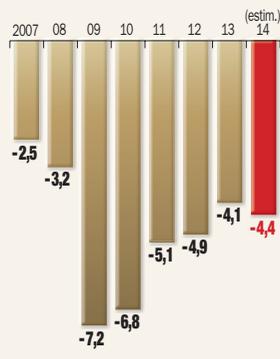
Les indicateurs dans une spirale infernale

► Croissance du PIB (en %)

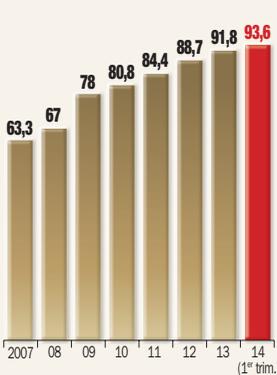


SOURCE : INSEE

► Déficit public (en % du PIB)



► Dette publique (en % du PIB)



Tous les voyants sont au rouge. Après la stagnation du PIB au premier semestre, la croissance française ne devrait pas dépasser 0,4% cette année. Conséquence : en 2014, le déficit public va encore se creuser, ce qui va alourdir le fardeau de la dette publique.



L'important est de créer de l'investissement et de l'emploi avant d'envisager la réduction de la dette.

Xavier Ragot Président de l'OFCE

Il faut réduire le déficit structurel en baissant les dépenses publiques, non en augmentant les impôts.

Jean-Marc Daniel Professeur à l'ESCP Europe

en baissant les dépenses publiques. Et là, nous sommes au pied du mur. Il faut avoir un plan rapide, net et précis, de baisse des dépenses de 50 milliards d'euros. Il y a flou permanent autour de cet objectif.

La dette publique dépasse les 90% du PIB, là encore, bien au-delà des critères de Maastricht. Est-ce une fatalité ?

X. R. L'important est de créer de l'emploi et de l'investissement avant d'envisager la réduction de la dette publique, politique d'ailleurs menée par les Etats-Unis ! On peut prendre le temps pour ne pas tuer la croissance, à condition que nos gouvernants soient crédibles. Annoncer que l'on réduit le déficit, alors qu'on ne le fait pas, c'est perdre sur tous les tableaux. Le problème de la France est économique mais aussi politique.

J.-M. D. Il y a un moment où l'on s'aperçoit que l'accumulation de déficit et de dettes freine l'activité.

L'enjeu est de rétablir notre croissance potentielle, c'est-à-dire notre niveau de production, compte tenu de l'investissement et de la main-d'œuvre disponible. L'élément-clé est, bien sûr, la capacité des entreprises à investir. Il faut donc tout de suite réduire les impôts sur les sociétés, un objectif repris par Manuel Valls mais à un horizon lointain : 2020. Ensuite, il faut mobiliser le capital humain. Tout ce qui rend le marché du travail plus souple augmente notre croissance potentielle. C'est un sujet tabou en France, mais allons-y, allégeons le Code du travail ! Il vaut mieux avoir un emploi moins bien protégé qu'être au chômage.

Où tailler dans les dépenses ?

X. R. La consommation de l'Etat, ce qu'il prend à l'économie pour faire les hôpitaux ou les routes, c'est 20% du PIB, soit la même proportion qu'aux Etats-Unis. La différence, ce sont les transferts – retraite, famille,

santé –, bien plus importants en France. Il y a peut-être trop de transferts, car, souvent, on crée de nouvelles aides ponctuelles – dans le logement, par exemple – qui ne sont jamais remises en cause. Mais dans le socle des dépenses de l'Etat comme l'Education, il n'y a pas de poche d'économies miraculeuse. Selon une étude de l'OCDE, nos enseignants sont peu payés...

J.-M. D. Je ne suis pas d'accord. On peut faire beaucoup plus d'économies. Pourquoi la dépense d'éducation n'arrête pas d'augmenter, alors que la qualité de l'éducation, mesurée par l'OCDE, se détériore ? Dans l'éducation, les technologies de l'information devraient apporter des gains de productivité considérables. Mieux vaudrait avoir moins d'enseignants mieux payés et plus efficaces qu'en embaucher toujours plus.

Notre économie souffre-t-elle d'un problème d'offre ou de demande ?

X. R. Selon les données de ▶▶▶

Événement

►►► l'OCDE, la France souffre d'un problème de demande plus important que la moyenne européenne. Tous les indicateurs, notamment les carnets de commandes des industriels, le révèlent. Mais à dix ans, c'est vrai, le problème, c'est l'offre, avec la dégradation de la balance commerciale. Donc, il faut relancer la demande, c'est-à-dire l'activité économique, sans creuser notre déficit commercial. Mener concomitamment une politique de la demande et de l'offre. La solution : l'investissement public utilisé intelligemment.

Jean-Marc Daniel. Notre incapacité à produire est en cause, pas notre capacité à dépenser. La priorité est de rétablir le taux de marge des entreprises, au plus bas depuis 1985.

Xavier Ragot. Il ne faut pas caricaturer les politiques liées à la demande, elles doivent être au service de la compétitivité des entreprises. Pourquoi ne pas lancer un plan de très haut débit, une vraie modernisation des infrastructures de transport et des centres de recherche ? L'impact d'une modernisation des transports en Ile-de-France ou un vrai plan de transition énergétique, par exemple, serait énorme, et on peut utiliser des partenariats public-privé. Là aussi, il faut de la volonté et de la crédibilité politique.



« Allons-y, allégeons le Code du travail ! Il vaut mieux avoir un emploi moins bien protégé qu'être au chômage. »

JEAN-MARC DANIEL



Le futur président de la Commission propose un plan de relance de 300 milliards. Une bonne idée ?

X. R. Le diagnostic est bon, mais il faut préciser ce plan qui, pour l'instant, est vide. Il devra prendre en compte l'hétérogénéité de l'Europe. L'Allemagne doit voir une augmentation de l'investissement en Espagne ou en Italie.

J.-M. D. Je me méfie des plans de relance pilotés par des technocrates.

En France, on a tué l'informatique, car l'Etat avait repéré que c'était une activité d'avenir et qu'il allait s'en charger... Pour le financement, je suis d'accord, il y a de l'argent en Allemagne : ce pays a le plus important excédent de balance des paiements du monde. La question, c'est : pourquoi, lorsqu'on restructure Peugeot, une entreprise chinoise vient au capital et pas un fonds d'épargne d'outre-Rhin ? L'enjeu n'est pas de lancer un grand plan d'investissement, mais d'être attractif.

La réforme des professions réglementées peut-elle avoir un vrai impact économique ?

X. R. Il faut réformer certaines professions, et il faut voir dans le détail, pour des raisons de justice sociale. Il n'y a pas de raison qu'elles profitent de rentes grâce à la réglementation. Mais l'impact macroéconomique sera mineur.

J.-M. D. On a transformé un discours visant à s'attaquer aux rentes en une stigmatisation de quelques professions : les pharmaciens, les notaires ou les taxis. Et sans cohérence. On reproche aux pharmaciens de ne pas assez baisser le prix des médicaments sans ordonnance, mais on maintient un prix unique du livre pour sauvegarder les librairies. L'utilité sociale du libraire est-elle supérieure à celle du pharmacien ?

Propos recueillis par Thierry Fabre et Pierre-Henri de Menthon

« Il faut réformer certaines professions. Il n'y a pas de raison qu'elles profitent de rentes grâce à la réglementation. »

XAVIER RAGOT